

EN MARCHÉ !

Caminando!

BULLETIN DE REFLEXION ET D'ENGAGEMENT

Vol. V No. 2 Avril 1984



COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE inc.
25 ouest, rue Jarry, # 112 A, Montréal, H2P 1S6

Dossier Venezuela

UN PAYS FORTEMENT URBANISE

Le Venezuela couvre 912 000 km² et il partage des frontières communes avec la Colombie, la Guyana et le Brésil. Ces limites sont d'ailleurs l'objet d'un conflit latent avec la Colombie à cause de la poussée agro-pastorale colombienne dans le Sud-Ouest sur le piémont de l'Apure, et avec la Guyana à propos de l'Essequibo. Avec 14,300,000 habitants il présente une faible densité (15h./km²), mais la croissance démographique est très rapide et les villes regroupent 90% de la population (dont près de 3 millions dans la capitale Caracas).

Le pays se partage en plusieurs régions dont la physionomie varie en fonction du relief et du climat:

* Les zones côtières sont uniformément plates au bord de l'Atlantique où vient se jeter l'Orénoque. En revanche elles sont tantôt basses (Est et Ouest) tantôt rocheuses et élevées sur la mer des Caraïbes. Elles connaissent des températures élevées toute l'année et de faibles précipitations. Les hommes ont modifié les paysages naturels en aménageant des plantations de café, cacao, canne à sucre, tabac et en creusant des puits de pétrole qui s'étendent à perte de vue sur le lac de Maracaïbo.

* La région montagneuse qui se rattache au nord de la chaîne andine culmine à 5 000 mètres et s'abaisse rapidement vers l'Est. L'humidité et les écarts de température y sont très sensibles. A l'étage des plantations, succède celui des prairies et des forêts, puis la végétation disparaît en altitude.

* Les *Llanos* couvrent plus du tiers du territoire. Il s'agit de plaines couvertes de savanes que la crue annuelle des fleuves transforme en marécages.

* Au Sud de l'Orénoque le massif guyanais est un vaste plateau au climat typiquement tropical, couvert d'épaisses forêts, et dont le sous-sol recèle d'importantes ressources minières, tandis que les rivières offrent un énorme potentiel hydro-électrique.

Face à une nature aussi généreuse, le Venezuela devrait être une terre prospère sans misère, sans *ranchitos* qui ailleurs s'appellent *favelas* ou *barriadas* (bidonvilles).

D'après les chiffres, il a le PNB per capita le plus élevé de l'Amérique du Sud. Pourtant il figure toujours dans le camp des pays sous-développés et offre les mêmes contrastes que ses voisins.

D'HIER A AUJOURD'HUI

1. La découverte

C'est à Amerigo Vespucci, qui sans le vouloir a donné son nom à l'Amérique, qu'on doit l'appellation Venezuela, synonyme de petite Venise. Après que Christophe Colomb eut repéré le littoral du delta de l'Orénoque au cours de son troisième voyage (1498), l'explorateur italien longeant la côte Nord un an plus tard, pénétra dans le lac de Maracaïbo et y rencontra des Indiens qui circulaient en pirogues parmi leurs habitations construites sur pilotis. Le site lui rappela naturellement Venise.

Les colons espagnols s'établirent d'abord sur le rivage à Cumana, puis à Coro en face de l'île de Curaçao, au milieu d'Indiens paisibles. Un autre courant de colonisation devait s'établir à partir des hautes terres de la Colombie au sud du lac de Maracaïbo. Caracas est fondée en 1567. Mais l'exploration et l'occupation systématiques du territoire ne commencent qu'à la fin du XVIIe siècle. Une fois la fièvre de l'or évanouie, les colons des terres chaudes mettent sur pied de grandes plantations de café et de canne à sucre où travaillent des esclaves noirs importés d'Afrique. Ceux des *Llanos* se consacrent à l'élevage.

2. L'indépendance

Bientôt émerge une élite créole attentive aux grands événements qui bouleversent le siècle des Lumières: guerre d'indépendance américaine, Révolution française. Il est de bon ton d'aller en Europe, d'où l'on revient avide de changement, impatient de secouer la tutelle espagnole. C'est ce que font Miranda et Bolivar. Le premier a trente ans de plus que le second. Il a servi comme général dans l'armée française et son nom est gravé sur l'Arc de Triomphe. Bolivar lui ne s'est pas battu en Europe mais il y a rencontré des hommes prestigieux parmi lesquels le savant Humboldt qui, à propos du Venezuela qu'il connaissait, dira: "Ce fruit est mûr. Mais je ne vois pas l'homme capable de le cueillir".

Miranda et Bolivar se retrouvent côte à côte dans la lutte pour la libération de leur patrie. En 1811, ils proclament l'indépendance du Venezuela. Triomphe éphémère car les armées espagnoles reconquièrent le

terrain perdu. Trahi peut-être par son compagnon, Miranda va terminer ses jours dans une prison de Cadix. Bolivar a pu s'échapper et reprend la lutte. Des années durant, de victoire en revers, il voit peu à peu grossir ses troupes, rejointes par les *Llaneros* que les exactions des Espagnols poussent à la révolte. Après une extraordinaire épopée à travers les Andes, Bolivar libère la Nouvelle Grenade et proclame l'Union de la Grande Colombie en 1819 (Venezuela, Colombie, Equateur). Partout la domination espagnole s'est effritée. Bolivar, devenu chef de la Colombie, donne son nom à un nouveau pays: la Bolivie. Son lieutenant Sucre s'est rendu maître du Pérou.

Le *Libertador* rêve maintenant d'une fédération qui regrouperait tous les Etats nouvellement indépendants et organise à cette fin le Congrès de Panama (1826). Peine perdue! La grande fraternité panaméricaine souhaitée par Bolivar s'évanouit. A la veille de sa mort (1830), découragé, il constate amèrement: "J'ai labouré la mer". La Grande Colombie s'est disloquée et commence pour le Venezuela une longue période de guerres civiles, que Bolivar avait d'ailleurs prévue: "Ce pays tombera entre les mains de la foule déchaînée de ces petits tyrans presque trop petits pour qu'on les remarque, de toutes couleurs et de toutes races. C'est inéluctable".

3. Le temps des *caudillos*

D'un dictateur à l'autre, les méthodes sont identiques: pillage, oppression, cruauté. Depuis le premier d'entre eux, Paez, dit le Centaure, les *caudillos* ont tracé l'histoire sanglante du pays. Avec Gomez qui "règne" pendant 28 ans et qu'on surnommait Gregorio el Bagre, le barbare, la découverte du pétrole transforme l'économie. La richesse soudaine du Venezuela semble en faire un pays de cocagne qui attire les capitalistes étrangers et les aventuriers de tous bords. Mais tandis que le pétrole enrichit les tenants du pouvoir, rien n'est fait pour la santé, l'éducation et le bien-être du peuple. De liberté, il n'en est pas question. Gomez est parvenu à figer le pays par la terreur. Lorsqu'il meurt en 1935, la population encore anesthésiée ne réagit pas immédiatement, comme s'il lui fallait vraiment prendre conscience que le cauchemar est terminé. Ensuite c'est une explosion de joie qui se transforme en un soulèvement. La haine et la rancœur accumulées depuis des années, le désir de vengeance poussent toutes les victimes de la dictature dans la rue.

Sous la pression populaire les nouveaux gouvernants vont être contraints d'inaugurer des pratiques démocratiques. C'est dans ce climat de contestation que naît le parti de l'Action démocratique fondé par Romulo

Bétancourt, qui trouve aussitôt une large audience parmi les gens déshérités. L'AD soutenue par un groupe de jeunes officiers s'empare du pouvoir en 1945. Pendant trois ans la gauche gouverne en s'efforçant de tenir ses promesses : limiter l'appétit des compagnies pétrolières, développer l'industrie, mieux répartir les revenus. Mais lorsqu'elle s'apprête à entreprendre une réforme agraire, l'armée soutenue par les propriétaires, intervient et donne le pouvoir à une junte militaire. Des trois colonels qui avaient organisé le putsch, il n'en restera qu'un seul en lice: Perez Jimenez, maître du pays pendant neuf ans. Le dictateur bénéficie d'une conjoncture économique favorable. La manne pétrolière lui permet de satisfaire ses ambitions de bâtisseur et de régner en toute quiétude. La corruption est élevée au stade d'institution. L'armée et la police, grassement payées, mènent leur action répressive sans aucune pudeur. Pourtant même les partisans de Perez Jimenez commencent à murmurer. L'inflation sévit. Caracas est devenue la ville la plus chère du monde. Le gaspillage des fonds publics et la terreur finissent par paraître insupportables. Sentant le pouvoir lui échapper, le dictateur s'enfuit. Comme après la mort de Gomez, la foule descend dans la rue pour manifester à la fois sa joie et sa fureur. Le chef de la junte provisoire, l'amiral Wolfgang Larrazabal, promet des élections libres. Dans les semaines qui suivent on assiste à la renaissance des partis politiques, des syndicats et des journaux. C'est dans ce climat d'effervescence qu'a lieu la visite de Nixon, alors vice-président d'Eisenhower, visite peu goûtée par les habitants de Caracas et d'ailleurs écourtée par de violentes manifestations anti-américaines.

4. Démocratie et alternance

Les élections de décembre 1958 amènent la victoire de l'AD, dont le chef Bétancourt devient président de la République.

Bétancourt entend promouvoir une plus grande justice sociale, mais l'économie est en crise. Quand il veut prendre ses distances à l'égard de Cuba l'AD se déchire, et c'est plus à droite que le président trouve des appuis (en particulier le COPEI: Comité d'organisation politique électorale indépendante, membre de l'union mondiale de la démocratie chrétienne). Dès lors les militants du parti communiste et du MIR (mouvement de la gauche révolutionnaire) multiplient les actions terroristes. Mais Bétancourt parvient à terminer son mandat et en 1963, l'AD l'emporte une autre fois: le nouveau président est Raúl Leoni. Le bilan économique de Leoni n'est pas mauvais. Pourtant la guérilla se poursuit et l'audience de l'AD s'affaiblit. Après lui, l'alternance COPEI-AD est de règle.

En 1968 Rafaël Caldera, leader de COPEI qu'on appelle aussi le

parti social-chrétien, est élu. Il manifeste une orientation plus nationaliste que ses prédécesseurs et parvient à pacifier le pays.

1973 voit le retour de l'AD en la personne de Carlos Andres Pérez qui mène à bien la nationalisation des compagnies pétrolières et des mines de fer.

Luis Herrera Campins, leader de COPEI, reprend les rênes en 1978 en se plaignant de recevoir un "Venezuela hypothéqué". Effectivement, l'économie s'est considérablement détériorée; mais durant les cinq années de son mandat le président n'a pu lui-même contenir ni le chômage, ni l'endettement croissant. Tout récemment (décembre 1983) il a dû céder la place au social-démocrate Jaime Lusinchi.

Le Venezuela est en crise, au même titre que les pays moins bien pourvus du continent. Et l'AD et le COPEI, les deux piliers du régime depuis 25 ans, semblent davantage accaparés par leurs dissensions que par une bonne gestion politique et économique.

L'ECONOMIE : DE L'EUPHORIE AU DESENCHANTEMENT

Avant l'ère du pétrole, le Venezuela était un pays essentiellement agricole, capable de couvrir ses besoins alimentaires et d'exporter café, cacao et fruits tropicaux. La fertilité des sols, la variété du climat et l'abondance des ressources en eau sont les atouts d'une agriculture florissante apte à fournir un très large éventail de cultures. Or, bien que les conditions naturelles n'aient pas changé, l'agriculture n'est plus en mesure de nourrir la population. Les surfaces cultivées diminuent, l'exode rural se poursuit et la balance agricole est de plus en plus lourdement déficitaire: même si le café et le cacao sont encore exportés, leur vente ne compense pas l'importation des productions vivrières.

Le déclin de l'agriculture a commencé avec la découverte des richesses minières, en particulier l'or noir et plus récemment le fer.

On a pu dire du Venezuela moderne qu'il était un don du pétrole, comme les anciens Egyptiens disaient de leur pays qu'il était un don du Nil. C'est effectivement le pétrole, exploité à partir de la première guerre mondiale, qui a fait du Venezuela l'Etat le plus riche de l'Amérique Latine. C'est lui qui a attiré les capitaux étrangers, dépeuplé les campagnes, provoqué un afflux d'immigrants, fait surgir des villes nouvelles et rendu possibles les dépenses les plus extravagantes des dictateurs. Il fut un

temps où le Venezuela occupait le deuxième rang des pays producteurs. Actuellement il n'est plus qu'au 7ème rang et partage les difficultés de l'OPEP, dont il est membre depuis sa fondation en 1960.

L'euphorie pétrolière a atteint son apogée en 1973-1974, la guerre du Kippour provoquant le quadruplement du prix du baril. Carlos Andres Perez, leader de l'AD, nouvellement élu à la présidence, veut alors assurer un développement économique plus équilibré et une meilleure répartition des revenus. Ce programme généreux s'inscrit dans le sillage de la politique préconisée par Bétancourt au lendemain de la deuxième guerre mondiale autour du slogan "*Sembrar el petroleo*" (Semer le pétrole) autrement dit: éviter le gaspillage et faire en sorte que la vente du pétrole serve à industrialiser le pays. Carlos Andres Perez nationalise l'exploitation pétrolière et lance des plans d'industrialisation. Mais dès 1977, la machine économique grince: balance de commerce et balance des paiements sont déficitaires, l'inflation sévit et les dépenses publiques, grossies par une corruption tenace, absorbent la majeure partie des rentrées pétrolières. La sonnette d'alarme a tinté, mais les partisans du développement à tout prix, refusant de l'entendre, préfèrent emprunter à l'étranger.

Lorsque les démocrates-chrétiens reviennent au pouvoir, ils dénoncent bien entendu la politique menée par leurs prédécesseurs et en prennent le contre-pied. Désistement de l'Etat dans plusieurs domaines, libération des prix, forte contraction de la masse monétaire, réduction des barrières douanières: on reconnaît là l'influence de l'école des *Chicago boys*. Malgré le second choc pétrolier provoqué par la révolution iranienne en 1979, qui a permis au Venezuela d'arrondir ses revenus d'un milliard de dollars, la croissance économique s'est ralentie, et depuis quatre ans le PNB stagne.

Certes le marché international du pétrole n'est plus le même qu'en 1979: la sur-offre a contraint les pays de l'OPEP à réduire les prix et le volume de leurs exportations, et lorsqu'on connaît la part du pétrole dans les recettes totales d'exportation(95%) du Venezuela, on comprend le manque à gagner qu'en découle. Mais ce phénomène est récent et n'explique pas à lui seul la déroute de l'économie.

La gestion de l'équipe démocrate-chrétienne est également en cause. Le néo-libéralisme adopté n'a pas été un appât pour les milieux d'affaires, au contraire; il les a fait fuir. L'hémorragie de devises contraint le gouvernement à dévaluer le bolívar en 1983, après 25 ans de stabilité.

Tandis que le chômage grandit(15%),l'état des finances publiques

se dégrade et la dette extérieure s'alourdit (37 milliards de dollars, soit près de la moitié du PNB): à trois reprises au cours de l'année 1983 le gouvernement de M. Herrera Campins a gelé ses paiements vis-à-vis de ses créanciers. Triste bilan dont la conséquence est une baisse de \$800 du PNB par habitant, de 1982 à 1983 (de \$4300 à \$3500).

A peine élu, le nouveau président, le social-démocrate Jaime Lusinchi, a promis de mettre de l'ordre dans les dépenses de l'Etat, mais il a annoncé aussi une politique d'austérité et proposé la mise en place d'un pacte social.

Si la crise très grave que traverse le Venezuela accentue les inégalités et tourne au calvaire pour les plus déshérités qui peuplent les bidonvilles de Caracas et d'ailleurs, elle peut convaincre les dirigeants de poursuivre la révolution industrielle amorcée il y a dix ans, lorsque le pays se dota de plusieurs industries lourdes (pétrochimie, sidérurgie, aluminium). Alors la dépendance cesserait. Un plus grand intérêt porté à l'agriculture permettrait également d'éviter de coûteuses importations de produits alimentaires et de rééquilibrer la répartition de la population.

Mettre en place une politique économique cohérente semble à la portée de ce pays riche et encore peu peuplé. Encore faut-il que les gouvernants prennent à coeur les intérêts de ceux qu'ils sont censés représenter.

LES AUTOCHTONES ET L'EVANGILE

"Si notre proclamation de l'Évangile aux communautés autochtones d'Amérique Latine ne se traduit pas par un engagement concret avec eux dans tous leurs problèmes; par une dénonciation de l'exploitation, du déracinement culturel, de la cruauté qui ont caractérisé le processus d'expansion de la "civilisation occidentale"; par une défense active contre le génocide et l'ethnocide, alors c'est un Évangile amputé qu'on leur annonce, sans l'autorité requise pour annoncer l'espoir chrétien".

(Pasteur Ramon Castillo, secrétaire général du Comitado Evangelico Venezolano por la Justicia, Pour une nouvelle stratégie missionnaire indigène.)

Au Venezuela, comme dans tous les pays des Amériques, depuis l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu, la présence de groupes autochtones, préexistants à l'arrivée des *conquistadores* européens, rappelle la relativité

culturelle de tout système d'idées, de valeurs et de principes. Nous aurions pu soulever ce problème à propos de n'importe quel pays d'Amérique, mais si nous le faisons maintenant à propos du Venezuela, c'est pour une raison bien précise. Au Venezuela, en effet, ce problème a donné lieu, il y a seulement quelques années, à des débats passionnés auxquels ont participé toutes les couches de la population. Le problème avait vu le jour quand, dans les salles de cinéma de Caracas, avait été projeté le film "*Yo hablo a Caracas*" du jeune cinéaste Carlos Azpurua. Dans le film, Barnes Yavari, porte-parole du groupe autochtone Makiritare, dénonçait les missionnaires yankees de l'organisation évangélique *Nuevas Tribus* (New Tribes), affirmant qu'ils étaient en train de détruire la culture des peuples Ye'kwana en les obligeant à abandonner leur système de croyances et à adopter forcément les valeurs véhiculées par les missionnaires eux-mêmes.

La dénonciation fut reprise aux *Primeras Jornadas de Indigenismo* où il fut formellement demandé au gouvernement vénézuélien de s'occuper du problème. Une commission d'enquête fut formée afin de connaître et évaluer les activités de l'organisation américaine. On arriva ainsi à savoir que *Nuevas Tribus* étaient arrivés au Venezuela clandestinement en 1943, à travers la jungle qui couvre la frontière avec le Brésil. En 1946 ils obtinrent un permis officiel temporaire du gouvernement vénézuélien et, finalement, le 4 août 1953, reçurent le permis définitif du dictateur Perez Jimenez.

On découvrit des documents, produits par *Nuevas Tribus*, où, entre autre, on pouvait lire des phrases comme la suivante: "L'indigène est un ennemi de Dieu, il est perdu dans ses délits et ses péchés...".

D'autres facettes de l'activité de *Nuevas Tribus* furent aussi dévoilées; par exemple, ils arrivèrent en 1943 au Venezuela et s'installèrent dans la région forestière riche en caoutchouc, une des matières premières stratégiques pour les USA alors en guerre. Après la guerre, *Nuevas Tribus* partit pour revenir en 1954, à l'époque de la guerre de Corée, et s'installa dans la région méridionale du bouclier guyanais, considérée une des régions les plus riches au monde en dépôt de cobalt. L'équipement pour fonctionner dans la jungle (dont 15 pistes d'atterrissage) était fourni par la *General Dynamics* et par la *Westinghouse*.

Suite à toutes ces révélations, on ne fut pas long à demander l'expulsion du groupe du Venezuela. Journalistes, avocats, sociologues, officiers de l'armée, anthropologues, prêtres catholiques, pasteurs de différentes confessions, politiciens, savants se manifestèrent contre la

permanence de *Nuevas Tribus* au Venezuela à cause de ses pratiques génocidaires, de sa situation illégale et de son espionnage économique en faveur d'entreprises multinationales.

La commission parlementaire remet finalement son travail au Parlement du Venezuela, suggérant formellement et officiellement que *Nuevas Tribus* fussent expulsés du pays.

L'histoire nous révèle que *Nuevas Tribus* trouva les moyens pour rester. Contre l'opinion générale de tout le monde au Venezuela, *Nuevas Tribus* eut des appuis suffisants pour passer à travers tout cela. Dans la première séance de la commission d'enquête, Jaime Bou, chef de *Nuevas Tribus* au Venezuela, avait affirmé que son organisation n'avait aucun lien ni avec le *Summer Institute of Linguistic*, ni avec la CIA, ni avec le Pentagone. Si cela est vrai, c'est vraiment l'Esprit Saint qui a gardé *Nuevas Tribus* au Venezuela...

LA FAÇADE INTERNATIONALE DU VENEZUELA

L'image que le Venezuela présente à l'extérieur est plutôt discrète. Pas de prises de position spectaculaires au niveau international. Et pourtant, quand on y regarde de plus près, les choix du Venezuela révèlent une position politique bien précise. On sait que ce pays a choisi de faire partie de trois organisations bien connues: l'Organisation des Etats Américains (OEA), l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et le "Groupe de Contadora". Par contre, il a toujours refusé d'entrer dans l'Organisation des pays non-alignés. On se rappellera encore l'appui inconditionnel que le Venezuela avait donné à la politique des droits humains de l'ex-président américain Jimmy Carter, ainsi que sa position en faveur de la non-prolifération de l'énergie nucléaire en Amérique Latine.

Est-ce que l'on peut reconnaître une "ligne directrice" dans tout cela? Sans doute, surtout si on examine comment le Venezuela agit concrètement dans les groupes mentionnés plus-haut.

Tout d'abord il faut dire que si le Venezuela n'est jamais entré dans l'Organisation des pays non-alignés, c'est qu'il avait peur de compromettre ses relations avec les USA. Cette volonté de maintenir d'excellentes relations avec le puissant pays de l'Amérique du Nord se manifeste aussi à l'intérieur de l'OEA. On se rappellera qu'à l'époque de la crise des Malouines, quand la plupart des pays d'Amérique du Sud voulaient que l'OEA prenne une position plus décidée en faveur de l'Argentine, le Vene-

zuela a gardé un silence très éloquent.

Quant au groupe de Contadora, qui cherche des solutions négociées pour l'Amérique Centrale, le Venezuela y participe, mais il évite toujours de se faire le porte-parole de positions qui soient plus que modérées, laissant à d'autres, éventuellement le Mexique, la tâche de recevoir les réprimandes des USA qui, soit dit en passant, ne semblent même pas apprécier les "propositions raisonnables".

A ce qui précède on pourrait opposer la participation du Venezuela à l'OPEP, organisation bien connue pour son anti-américanisme. La position du Venezuela là-dedans est assez particulière. En effet, il est un des pays fondateurs et l'on se rappellera qu'avant le coup de 1973, l'OPEP avait déjà 13 ans d'existence, pendant lesquels le pétrole avait été fourni aux pays industrialisés, à un prix ridicule fixé par les USA. En plus, le Venezuela est, à l'intérieur de l'OPEP, l'unique pays à régime démocratique. C'est pourquoi, peut-être, il tient à être considéré comme un pays conciliateur et cela s'exprime concrètement à l'heure du vote où le Venezuela généralement s'aligne sur la majorité des membres participants.

Rien d'exceptionnel donc dans la politique extérieure du Venezuela, sinon un tas de possibilités ratées à cause du choix de rester à tout prix en amitié avec les USA et de jouer un rôle prétendument au-dessus des parties.

VENEZUELA: UNE DEMOCRATIE TEMOIN

Dans le panorama toujours éblouissant et imprévu des régimes d'Amérique Latine, le Venezuela se distingue nettement par sa tranquillité et sa régularité. Le sourd claquement des bottes militaires ne retentit plus à la *Casa Presidencial* de Caracas depuis aussi loin que 1958, et la démocratie qui s'y est installée a été qualifiée de "Démocratie témoin" par un chercheur gaulois chevronné. Témoin que la démocratie est possible en Amérique Latine? On pourra peut-être sourire d'une démocratie qui ne date que de 1958, mais ce qui est significatif dans le cas du Venezuela, il nous semble, c'est moins la durée que le moment. On sait qu'au cours des années 1960 s'est opérée en Amérique Latine ce qu'il est convenu d'appeler l'internationalisation des économies nationales, c'est-à-dire, la prise en main par les compagnies multinationales des richesses d'Amérique Latine. Dans presque tous les pays d'A.L. ce processus a été rendu possible seulement en brisant violemment les intérêts nationaux, d'où l'émergence sur la scène politique des militaires comme gardiens et garants de l'ordre. C'est sans

doute un peu court comme analyse, mais c'est en gros ce qui s'est passé un peu partout en A.L. à partir de 1955. Sauf au Venezuela ! Pourquoi?

Réponse facile: le pétrole. Il y avait suffisamment de richesses pour contenter à la fois les multinationales et la bourgeoisie locale. Quant au peuple, malheureusement, on sait que ce n'est pas toujours sa volonté qui détermine les choix politiques d'un pays, même pas dans une démocratie.

Face à cette explication "pétrolière", on pourrait penser qu'il est sans doute beaucoup plus aisé d'administrer une richesse grandissante que de redistribuer celle qui existe déjà. Mais il faut se rappeler aussi que le pétrole a commencé à tenir un poids politique dans l'économie vénézuélienne seulement à partir de 1973. Nul doute que le pétrole vénézuélien a joué son rôle dans une conjoncture favorable, par opposition aux dictatures pétrolières arabes, par exemple. Mais la réponse à notre question doit être cherchée plutôt du côté politique, avant même le "boom" pétrolier.

De 1948 à 1958, le colonel Perez Jimenez avait gouverné le Venezuela par une dictature policière et mégalomane. La réprobation générale fut telle que, avant le renversement de la dictature, les représentants des différents partis de l'opposition se rencontrèrent en 1958 à New York et signèrent un accord pour réduire l'intensité des luttes partisans, qui avaient été la cause de l'ascension de Perez Jimenez au pouvoir en 1948. On se fixa un code de conduite et de coexistence où coalition et compromis étaient les mots-clés. En un mot, la négociation avant l'idéologie. On dépolitise les problèmes et on les examine dans leurs aspects techniques. On affronte les défis des richesses générées par le pétrole, mais on refuse les confrontations.

Les militaires n'auront donc plus le prétexte d'intervenir pour reconduire la paix américaine qui permet d'exploiter tranquillement, les différends entre les partis ne dépassant jamais les limites acceptées à New York. De plus, les militaires ne sont pas cantonnés dans leurs casernes ni exclus de la vie politique et économique du pays. Des postes importants de responsabilité leur seront confiés et il seront ainsi intégrés à la gestion de la richesse générée par le pétrole. C'est pour cela que les deux tentatives de renverser la légitimité constitutionnelle, en 1960 et 1961, n'ont pas trouvé les militaires prêts pour l'aventure. Romulo Betancourt, au contraire, les a utilisés pour se rallier davantage l'armée, l'Eglise et les milieux d'affaires. A ce point, le jeu était fait et la démocratie parlementaire n'a plus subi d'attentat.

UN DEFI POUR L'EGLISE VENEZUELIENNE: PROMOUVOIR DES MOUVEMENTS DE BASE

(Traduit de *Noticias Aliadas* 22 déc. 1983)

Otto Maduro est un sociologue spécialiste de religion; écrivain et professeur d'université, il participe à différentes activités de l'Eglise vénézuélienne. Noticias Aliadas l'a interviewé sur la situation et les tendances de l'Eglise vénézuélienne. Maduro s'interroge également sur le type de présence que devrait rechercher l'Eglise aux côtés du peuple.

D'une manière générale, quelle est la situation de l'Eglise vénézuélienne d'aujourd'hui?

Je crois que pour pouvoir la comprendre il faut tout d'abord se référer au passé et se souvenir que le Venezuela fut un des territoires les plus négligés par les Espagnols ainsi que par l'Eglise espagnole du XVIème siècle. Le pays était considéré comme un territoire pauvre et les cultures indigènes vénézuéliennes n'étaient pas vues comme les plus aptes à l'incorporation au régime colonial. Cette négligence de la part de l'Eglise contribua à ne créer qu'un lien assez lâche entre la population vénézuélienne et l'Eglise institutionnelle. Il y eut par la suite des ruptures successives. Au cours de la lutte pour l'indépendance une grande partie de la hiérarchie et du clergé s'écarta du peuple et quitta même le pays. Les mesures anticléricales du gouvernement libéral de la fin du siècle dernier firent qu'il y eut une période de presque une génération pendant laquelle il n'exista pas d'Eglise organisée au Venezuela: il ne restait que quelques rares curés. Au début de notre siècle cependant le gouvernement vénézuélien lui-même commença à rechercher l'aide de l'Eglise dans les domaines de l'éducation de la santé, de l'assistance publique et autres. Cette contribution permit le retour au Venezuela du catholicisme, lequel toutefois reste encore marqué par ce long passé pendant lequel l'Eglise se tint loin du peuple et fut absente, tout au moins en apparence, ainsi que par l'anticléricanisme des élites urbaines.

Pensez-vous qu'au XXème siècle, cette attitude subsiste toujours, qu'elle se fasse encore sentir?

Oui, je crois qu'il y a des conséquences assez marquées. Je me risquerais même à dire que quand un Vénézuélien entre à l'école secondaire, il amorce, surtout s'il est citadin, homme et issu de la classe moyenne, un processus d'éloignement normal qui n'est même pas une rupture mais une

distanciation par rapport à toute préoccupation d'ordre peut-être pas religieux mais ecclésial très certainement.

Etre non-croyant, serait-ce une règle culturelle vénézuélienne?

Inconsciente mais réelle. Et je suppose que cela provient dans une grande mesure des élites des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, intellectuels, professionnels et commerçants pour qui la religion, synonyme de retard, de passé, était tout juste bonne pour les vieux, les paysans, les femmes, les pauvres et les ignorants.

Il semble qu'aujourd'hui cependant l'Eglise soit présente dans de nombreux domaines.

Oui, et entre autres choses parce que l'Eglise a été malgré tout une des rares institutions et un des rares symboles d'unité du peuple vénézuélien. Dans la mesure où pendant de longues années l'éducation fut en grande partie le domaine de l'Eglise et du fait qu'elle apparaît comme une sorte d'arbitre neutre face aux conflits sociaux, elle fait office d'une certaine façon de symbole national et de conciliateur social. Je considère cependant qu'elle a eu en réalité peu de pouvoir pour modifier aussi bien la conduite des élites que celle du peuple.

Vous pourriez donc dire qu'il y a une sorte d'identification, comme une affirmation du type "Cette société est celle qui doit exister"?

Oui, il y a tout au moins identification par omission. Il n'y a jamais eu de remise en question critique sur le fond du système social, économique et politique mais seulement une dénonciation de faits concrets de détail à des moments déterminés. Par exemple, en différentes occasions ces dernières années, la hiérarchie a élevé la voix pour dénoncer la corruption administrative. Mais jamais elle n'a fait remarquer que cette corruption administrative était une manifestation de lucre qui prévaut dans ce type de système économique.

Ainsi donc, ses critiques, quand elle en fait, portent sur les abus, et non sur les structures. Ce qui est critique c'est que l'on enfreigne les règles du jeu, et non les règles du jeu en elles-mêmes.

Je pense que cela correspond à une mentalité qui n'est pas seulement celle de la hiérarchie ecclésiastique mais aussi celle de la majorité du peuple vénézuélien et qui a plusieurs origines. D'un côté, le progrès économique qui, ces vingt-cinq dernières années a touché pratiquement toutes les couches de la population et d'un autre, la comparaison avec tous les

autres pays d'Amérique Latine, comparaison possible grâce aux informations données par la presse et qui convainc la majorité des Vénézuéliens de ce que dans le fond nous sommes mieux lotis que quiconque et que nous n'avons à nous plaindre que des détails.

Et à l'intérieur de l'Eglise, quelles sont selon vous les grandes tendances?

Je me risquerais à dire qu'il y a au moins trois tendances. Elles ne forment pas à proprement parler des groupes, ce sont plutôt des courants. L'une d'entre elles, peut-être celle qui prédomine, considère que l'Eglise a le rôle de guide spirituel du peuple et ne doit pas trop s'engager dans des conflits sociaux, économiques et politiques. Ce dont il s'agit c'est de sauvegarder l'unité de l'Eglise, l'obéissance et le respect des croyants envers la hiérarchie et une orthodoxie assez souple, pluraliste, tolérante, ouverte qui correspond à l'esprit général du pays, du gouvernement et des principaux partis du Venezuela d'aujourd'hui.

Un autre courant, que moi je qualifierais de plus spiritualiste, au sens unilatéral du mot, met l'accent sur les aspects spirituels de la vie religieuse et ne s'occupe absolument pas de la situation du pays, sous quelque aspect que ce soit, pas même pour critiquer ces détails qui peuvent clocher. Ce groupe se trouve parfois, tout au moins par omission, avoir les mêmes vues que certains courants antisocialistes, anticommunistes et même anti-démocratiques, qui militent dans le pays et au sein de l'Eglise. Ce courant est cependant plutôt minoritaire.

Et le troisième courant?

Le troisième, qui n'est en aucune façon le plus important, est peut-être le deuxième en importance - entendez par là, force, présence, influence, - a pris de l'ampleur et s'est modifié très lentement ces vingt dernières années; c'est un courant qui ne conçoit pas le christianisme sans un engagement aux côtés des pauvres dans leur lutte pour la justice sociale dans notre pays. Il estime qu'il y a beaucoup de choses positives dans le Venezuela d'aujourd'hui, qu'il faut conserver et approfondir mais également beaucoup de choses négatives, superficielles et artificielles; il estime qu'il faut approfondir, critiquer, transformer.

Au sein de ce courant il y a un grand nombre d'individus, de groupes, de mouvements qui réalisent un travail de recherche, s'occupent d'alphabetisation populaire, de la publication de brochures et de livres sur l'éducation populaire ou les problèmes sociaux et économiques. Une autre de leurs tâches consiste à soutenir l'organisation des travailleurs, des

paysans, des femmes au foyer et à offrir leur solidarité aux syndicats.

Considérez-vous que cet engagement social et politique au Venezuela ait permis de faire des progrès dans la création de communautés de bases, d'autres sortes de mouvements chrétiens?

Au Venezuela, ce type de communautés n'a jamais pris comme ce fut le cas par exemple au Brésil et en Amérique Centrale et peut-être aussi dans les pays andins. C'est dû en grande partie au processus très accéléré d'urbanisation qui s'est produit ici et à l'énorme exode rural vers les villes. Ce qu'il y a par contre c'est un grand nombre de groupes et de mouvements qui travaillent dans les quartiers populaires des différentes villes du pays et qui se sont profondément engagés socialement sans oublier les caractères religieux et spirituel de la vie de l'Eglise. Ce sont surtout des groupes de jeunes: étudiants du secondaire et universités, jeunes paysans et ouvriers. Il y a cependant de plus en plus d'adultes: ouvriers, paysans, professionnels, techniciens et employés qui commencent à prendre au sérieux la vie de l'Eglise. Ce qui s'est passé dans l'Eglise vénézuélienne ces dix dernières années a des aspects très positifs, en particulier l'humble présence aux côtés de la base de l'Eglise qui accompagne dans leur vie les gens du peuple et partage leurs espoirs. Je crois que véritablement ce qui se fait aujourd'hui est énorme.

Quel serait le genre de présence de l'Eglise, de présence de la foi chrétienne que l'on rechercherait dans la société vénézuélienne?

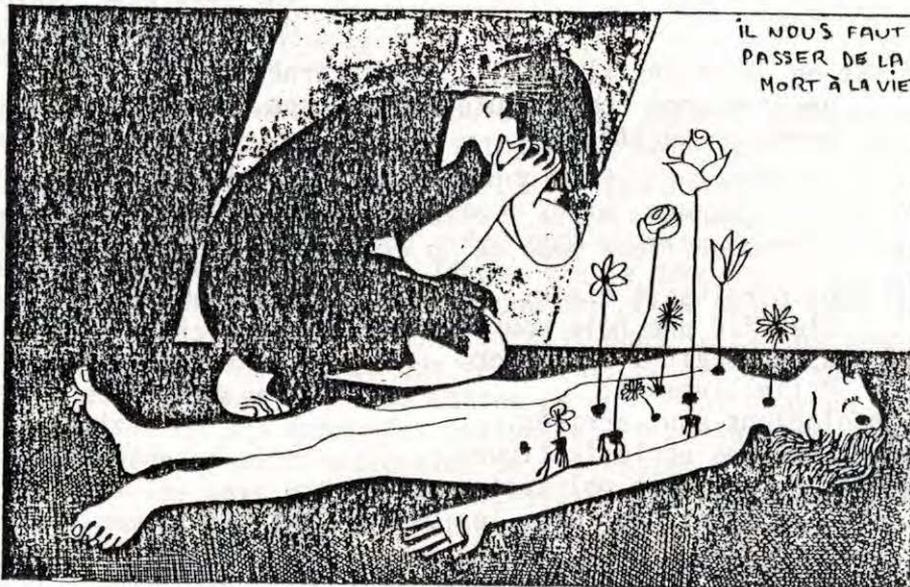
Tout d'abord une présence au niveau de la base, c'est-à-dire parmi les travailleurs, les chômeurs, les marginaux et les secteurs moyens de la société; également parmi les techniciens, les employés, les professionnels, les intellectuels.

En second lieu, j'estime qu'elle devrait être une présence humble, et non une présence qui condamnerait et montrerait quels sont les chemins à suivre, une présence humble pour apprendre, accompagner, écouter et réfléchir avec les gens de la base de la société. Réfléchir avec eux à leur vie, leurs joies, leurs espoirs, leurs besoins, leurs rêves, leurs souvenirs, leur histoire.

Quelles seraient pour vous les conditions nécessaires à l'établissement d'une présence de l'Eglise dans le peuple, surtout dans le peuple travailleur?

Il faut d'une part récupérer ce que nous pourrions appeler la dimension spirituelle de la vie ecclésiale, en particulier exprimer, célébrer cette foi qui nous a poussés à rechercher cet engagement avec le peuple, y réfléchir aussi. Je pense d'autre part qu'il faut une grande patience: éviter de brûler les étapes, d'accélérer artificiellement les processus. Le danger, si nous exigeons beaucoup de nous-mêmes, est que nous nous retrouvions, au bout d'un certain temps, brisés, frustrés, isolés, incompris. Je crois qu'il faut s'aimer soi-même, se traiter avec affection. Cela doit être étendu aux autres avec qui nous travaillons en adoptant une attitude de compréhension, de respect de leurs évolutions, leurs rythmes, leurs piétinements.

Il est enfin un aspect sur lequel je veux m'arrêter: j'ai observé que les groupes chrétiens, surtout ceux issus de la classe moyenne qui ont essayé de s'engager aux côtés du peuple, ont adopté une attitude que je dirais masochiste, et même sado-masochiste, qui est exagérément ascétique, rigide, exagérément triste. Je crois qu'une des choses qu'il faut apprendre du peuple dans l'action populaire c'est la constance à conserver et à développer tout ce qui peut être source de joie. C'est là une attitude dont le peuple ne se départit jamais et qui très souvent l'aide à survivre malgré la faim, la persécution, la répression, le chômage. Dans un des quartiers les plus pauvres de Mexico précisément il m'a été donné de redécouvrir que s'il y avait quelque chose de très important à apprendre du peuple croyant d'Amérique Latine, c'était de ne jamais perdre la joie.



foi et engagement

Le dieu du riche et le Dieu du pauvre

(Hugo Assmon, *La lucha de los dioses.*)
(Traduit de *Noticias Aliadas*, 8 déc. 83)

*Le débat reste ouvert entre "spiritualistes" et "praticiens".
L'auteur latino-américain prend ici clairement position. Aux
lecteurs et lectrices québécois-es de se prononcer maintenant.*

Les dieux se battent depuis les temps les plus reculés.
Il y en a toujours eu quelques-uns qui gagnent,
et d'autres qui perdent.

Il en est ainsi au milieu du polythéisme
comme des efforts de monothéisme;
et le sujet n'a jamais été réglé...

On dit que Dieu raisonne ainsi:

*"Ils n'ont pas compris cette fois-là,
et ils ne comprennent toujours pas
le parti que j'ai pris.
Je prendrai donc parti encore une fois,
une fois pour toutes,
définitivement."*

Et c'est en Jésus Christ qu'Il s'est incarné,
une personne comme toutes les autres,
homme en vérité.

*("Christ est né à Palacaglina, de Jos la Dinde et d'une
dénommée Marie; elle va repasser très humblement la
magnifique robe de la belle dame du grand propriétaire.")*

Quand tout paraissait clair,
clarifié une fois pour toutes;

Quand tout semblait s'améliorer,
définitivement;

des théologiens sont arrivés,
protégés par des ecclésiastiques,
et alliés de quelques politiciens

(sans le savoir parfois, les pauvres petits)

Et ils inventèrent cette histoire
 que Dieu s'était fait homme en général
 homme abstrait
 homme taille-unique
 homme chaussé toute-pointure
 (Fais bien attention! Homme abstrait,
 taille unique, chaussé toute-pointure,
 enfant de chienne d'opresseur)

Il arriva, en plus, que ces mages
 lui firent, au long des temps,
 un tas de chirurgies plastiques.
 (Des Christs roux, nés de Maries rousses,
 avec des Saints-Joseph à tête de vétéran
 des guerres impérialistes)
 Alors que n'importe quel pauvre sait très bien que Christ
 était pareil à un mineur bolivien,
 pareil à un esclave nègre,
 pareil à n'importe quel opprimé.

De sorte que le fait d'être Dieu
 ne doit être rien d'agréable,
 car il n'y a pas de façon d'échapper
 au jeu des falsificateurs
 et de leurs idoles à louer.

Dieu s'est fait tiré d'un côté et de l'autre,
 il a été le dernier des empereurs romains,
 le premier et le dernier des rois médiévaux,
 et, beaucoup plus tard, otage du capitalisme,
 il a rempli la fonction du dieu
 du "*In God We Trust*".

Mais les opprimés de tous les temps,
 quand ils ont commencé à lutter,
 ont découvert toujours de nouvelles choses
 sur l'identité des falsificateurs
 et les raisons de la falsification.

Les pauvres de notre Amérique,
 personne ne peut les tromper désormais là-dessus:
 le dieu du riche
 et le Dieu du pauvre
 ne sont pas la même chose!



□ Honduras

Notre amie Barbara, qui travaille dans les camps de réfugiés salvadoriens au Honduras depuis un an déjà, nous envoie une belle lettre d'espérance, décrivant un peu son expérience et sollicitant notre solidarité fraternelle. Nous vous transmettons ici son message, avec la conviction qu'il saura aussi vous émouvoir. La traduction est d'une amie de Barbara.

3 mars 1983

Chers amis,

Recevez nos salutations depuis les camps de réfugiés du Honduras. Lorsque je pense au Canada, cela me semble si loin, presque un autre monde. Et pourtant les réfugiés, ici, nous questionnent souvent sur nos pays. Ils sont assez impressionnés par l'image d'un pays très froid, avec de la neige et de la glace, et où les gens doivent porter beaucoup plus de vêtements qu'ici. Ils nous trouvent bien incroyables de survivre sous un climat aussi froid où ils croient qu'ils mourraient. C'est à la fois fascinant et très stimulant que de travailler avec ces gens qui sont mis en contact avec plein de nouvelles réalités et beaucoup de choses à apprendre.

Cependant, pour les réfugiés, le Canada est plus qu'un pays inconnu à découvrir. C'est un endroit où l'on s'intéresse à eux et où l'on se préoccupe de leur situation. Ils se rappellent les visites des délégations canadiennes et de Monseigneur Carlos* qui leur ont démontré leur solidarité. L'appui et la compréhension extérieurs sont très importants pour les gens d'ici. Le gouvernement du Honduras a annoncé officiellement son intention de déplacer les réfugiés salvadoriens plus loin à l'intérieur du Honduras, pour des raisons de "sécurité nationale". Même si le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) donne d'autres raisons, il est très clair pour toutes les personnes concernées que les vrais motifs du déplacement sont très politiques.

*Mgr Charles Valois, évêque de St-Jérôme

Les réfugiés de Colomoncagua, qui seront les premiers déplacés avec ceux de San Antonio, ont clairement affirmé qu'ils ne bougeront pas. Leurs raisons sont très claires. Il y a d'abord l'aspect humanitaire: le déplacement de milliers de réfugiés et principalement d'enfants de 0 à 14 ans, de jeunes mères et de personnes âgées, dans des camions à bétail sur une distance de 600 miles, et vers une zone où leur sécurité est gravement menacée, un déplacement après 3 ans de travail passés à construire un camp et une organisation sociale qui sert d'exemple aux camps de réfugiés du monde entier... Par dessus tout cela, les réfugiés se rendent bien compte que les camps de Colomoncagua seraient utilisés comme point de départ d'une intervention au El Salvador. Ils ont affirmé que même si en refusant d'être déplacés ils risquaient leur vie, une intervention au El Salvador coûterait beaucoup plus de vies encore. La foi et l'espérance de ces gens et leur disposition à accepter la mort pour réaliser leurs espoirs est incroyable. C'est difficile d'exprimer tout cela sur une feuille de papier. On ne peut que s'interroger et espérer qu'une part du message soit comprise quelque part...

Les réfugiés attendent et ont besoin d'appui et de compréhension de l'étranger. Ils réclament la visite de personnes de différents pays qui puissent écouter leurs témoignages et les retransmettre aux gens chez eux. Ces visites sont essentielles au niveau de la solidarité internationale, mais aussi pour la protection des réfugiés des camps eux-mêmes. La préoccupation internationale et particulièrement les allées et venues d'observateurs sur le territoire ont procuré dans le passé et continueront, nous en sommes convaincus, de procurer une sécurité que le HCR ne peut pas assurer. Nous demandons des visiteurs de tous les secteurs possibles, mais particulièrement des groupes religieux, puisque l'Eglise du Honduras a besoin de l'appui - et même de la protection - de ses frères et soeurs des autres pays, en ce moment où elle développe de plus en plus sa position d'appui aux réfugiés. Nous lançons un appel à tous les gens de bonne volonté, préoccupés du sort des pauvres et qui mettent toute leur foi, leur espérance et leur courage à bâtir un monde meilleur et plus juste pour tous, pour qu'ils répondent avec les moyens qu'ils ont à notre demande.

Evidemment, pour la plupart des gens, l'aide financière est la forme la plus accessible. Et le financement peut nous permettre de réaliser des projets non couverts par les budgets courants des agences. Ainsi, il y a un besoin important de lunettes. On ne prévoit pas de fonds à cette fin dans les budgets médicaux réguliers; pourtant, des lunettes seraient d'un grand secours à beaucoup de gens: les professeurs, par exemple, qui souffrent de maux de tête parce qu'ils ne voient pas bien, mais qui veulent continuer de partager ce qu'ils savent avec les autres... Il y a beaucoup

de besoins de ce genre auxquels nous pourrions répondre plus facilement grâce à une aide financière spécifique.

Il y a tellement de choses que j'aimerais partager avec vous tous; et mieux, tant de choses que vous pourriez vivre ici avec nous... Une chose est sûre: vous ne pourriez plus voir le monde avec les mêmes yeux.

Alors, comme les gens disent ici, "je prends congé de vous", en vous souhaitant tout le bien possible et en vous saluant fraternellement, confiante que vous penserez à nous et ferez tout ce qui vous est possible pour nous aider.

Amicalement,

Barbara

□ Guatemala

Le 4 décembre 1983, Mgr Penados devient le nouvel archevêque du Guatemala. Le même jour, le général Mejia Victores lui rend visite et déclare qu'il n'y a pas de "rupture" entre le gouvernement et l'Eglise, uniquement des "malentendus". Quels sont les "malentendus" du général Mejia?

- Enlèvement et disparition de dizaines de catéchistes
- Tentative de séquestration contre Mgr Pellecer
- Assassinat du P. Augusto R. Monasterio et du séminariste Prudencio Mendoza Mejia.
- Séquestration de 11 pasteurs évangélistes et leaders protestants
(Eglise guatémaltèque en exil, janv. 84)

□ Honduras

Le 19 septembre 1983, l'armée hondurienne faisait publiquement savoir que le Père "Guadalupe" Carney, d'origine nord-américaine mais naturalisé hondurien, avait été trouvé "mort de faim" à l'occasion d'une opération anti-guérilla. Les autorités militaires avaient, pour preuve, exhibé ses ornements sacerdotaux mais sans produire son cadavre. Les milieux d'Eglise concernés ont reconnu que le P. Guadalupe exerçait effectivement son ministère sacerdotal auprès du groupe de guérilla intitulé "Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américain de Honduras". Mais ils mettaient sérieusement

en doute tant les différentes versions des autorités militaires sur la mort du P. Guadalupe que l'importance effective de ce groupe de guérilla au Honduras. Connu pour son travail avec les paysans victimes de conflits pour la terre, le P. Guadalupe avait été expulsé du Honduras et s'était vu retirer la nationalité hondurienne. (*Dial*, # 920, 1er mars 1984) Après son expulsion, le P. Carney a oeuvré au Nicaragua, d'où il était rentré clandestinement au Honduras.

□ Chili

Des statistiques récentes du département légal du Vicariat de la solidarité de l'Eglise catholique indiquent que la répression gouvernementale a augmenté en 1983, en réponse aux démonstrations de masse contre le gouvernement qui ont eu lieu l'an dernier. Il y a eu 4537 arrestations et 77 cas documentés de torture en 1983, comparativement aux 1213 arrestations et 57 cas de torture prouvés en 1982. Le Vicariat fournit aussi de la documentation sur 128 cas de personnes jugées et condamnées pour crimes politiques, et rapporte que 127 personnes ont été envoyées en exil.

(traduit de *Latinamerica Press*, 8 mars 1984)

□ Brésil

La plus grande manifestation de l'histoire du Brésil, avec un million de personnes rassemblées dans le calme mardi soir (10 avril) à Rio par l'opposition durant six heures, a consacré la coupure croissante entre le peuple brésilien désireux d'une démocratie totale immédiate et un régime militaire réticent après 20 ans de pouvoir. Cette manifestation réunie pour exiger des élections au suffrage universel direct dès janvier 1985 - à la place du collège électoral lié au pouvoir - pour désigner le successeur du président Joao Figueiredo, constituait le point d'orgue d'une campagne de cent jours de manifestations quotidiennes organisées dans tout le pays par la gauche brésilienne.

(*Le Devoir*, jeudi 12 avril 1984)

□ Argentine

Elle est enfin morte. On l'enterre ces jours-ci. La Bête. La dictature militaire. Sept ans de crimes, assassinats, meurtres, tortures. Dizaines de milliers de disparus. Enfants volés, vendus ou tués. Sept ans pendant lesquels tout citoyen était un ennemi en puissance. Sept ans où il était défendu d'être intelligent. Sept ans de bêtise. L'aventure ridicule

d'une guerre contre l'orgueilleuse Angleterre. Pays en ruines. Quarante milliards de dette (en \$ US). Elle ^{était} pourrie depuis avant sa naissance; et on ne l'enterre que demain... Sur cette énorme charogne, je voudrais que tous les hommes libres du monde élèvent une montagne de plomb plus haute que le ciel, afin qu'on n'en revoie jamais plus la trace ni l'ombre sur la face de la terre.

Elle est morte la Bête. Voilà la BONNE NOUVELLE aujourd'hui en Argentine. Nous la savourerons jusqu'à la fin du monde.

La Démocratie renaît. Elle a vaincu bellement la noirceur militaire et le fascisme politique des fiers-à-bras d'un homme qui fut grand et petit à la fois et qui était dépassé déjà avant de mourir. Elle renaît "sur la paille"... Mais grâce aux hommes de bonne volonté, elle vivra. Elle grandira malgré Hérode et ses sbires. C'est notre espérance.

(Extrait de la lettre d'un missionnaire québécois, 30 nov. 1983)

□ Equateur

Dans son rapport de fin d'année, l'Assemblée permanente des droits humains de l'Equateur déclare que "malgré les déclarations du gouvernement qui vont en sens contraire, 1983 a apporté une augmentation aiguë de la faim, du chômage, de la malnutrition et de la maladie" pour la majorité des Equatoriens. Une série planifiée de mini-dévaluations de la monnaie nationale, en plus de hausses exorbitantes du pétrole, des transports et des articles de consommation courante, ont causé une détérioration rapide des conditions de vie des pauvres. Ces mesures économiques ont provoqué une série de grèves, de prises de terres, de démonstrations de rue et une grève nationale. Les actes de protestation ont rencontré une répression gouvernementale accrue, incluant l'emprisonnement et, dans certains cas, la torture des dissidents, ainsi qu'une surveillance policière plus serrée encore.

(Traduit de *Latinamerica Press*, 16 février 1984)

□ Grenade

Le gouvernement américain a annoncé son intention de terminer la construction de l'aéroport international de Grenade, suite à une étude de AID qui dit que l'aéroport est "important pour l'économie du pays". La construction de l'aéroport faisait partie d'un ambitieux projet lancé par le premier ministre assassiné Maurice Bishop pour développer le tourisme dans l'île. Bishop avait appelé des techniciens cubains pour bâtir l'aéroport - fait utilisé par l'administration Reagan comme prétexte à l'invasion de l'île. Reagan avait accusé l'Union soviétique de vouloir utiliser l'aéroport comme base d'opérations militaires dans les Caraïbes.

(Traduit de *Latinamerica Press*, 27 mars 1984)

□ 1984: Année internationale contre la disparition forcée

Les organisations membres de la FEDEFAM (Fédération latino-américaine des parents de détenus-disparus) réunies à Mexico en novembre 1983, sous le thème: *Vivants ils les ont pris, vivants nous les voulons*, ont déclaré 1984: *Année internationale de lutte contre la disparition forcée en Amérique latine et dans le monde*. Avec le slogan: *Pour la vie et la liberté*, toutes les organisations populaires, démocratiques, politiques, religieuses, étudiantes et syndicales sont invitées à consacrer l'année 1984 à la sensibilisation, la mobilisation et la lutte contre la détention-disparition et la répression dans leurs pays respectifs. Il y a 90 000 disparus en Amérique latine, sans compter les assassinés, les prisonniers et les exilés.

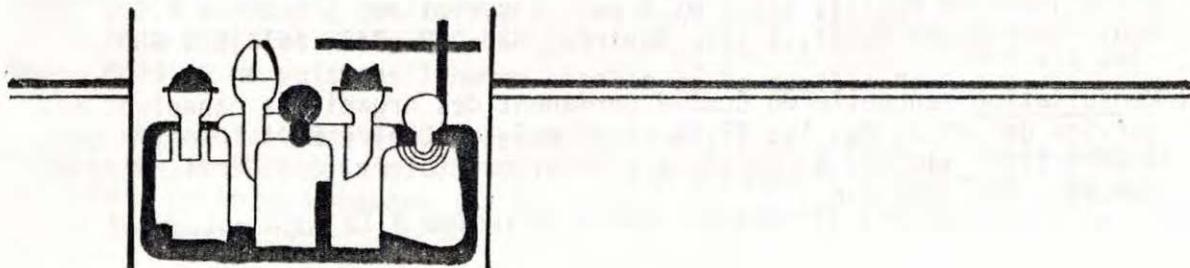
(Extrait traduit de *Páginas*, février 1984)

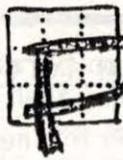
□ Dom Helder Câmara

Le 7 février dernier, Dom Helder Câmara fêtait son 75e anniversaire. Pour cette raison, il doit laisser sa charge d'archevêque d'Olinda et Recife, au Brésil. Considéré comme un des pionniers de l'Eglise nouvelle au Brésil et en Amérique latine, il fut plusieurs fois interrogé par le régime militaire brésilien installé au pouvoir depuis le coup d'Etat de 1964. Il a subi les attaques et la réduction au silence de la part des médias officiels de communication.

Comme dans le cas de Mgr Romero, c'est le contact avec la réalité des pauvres et sa fidélité au Seigneur qui interpelle à partir de ceux-ci qui le firent changer et assumer des engagements radicaux, jusqu'aux conséquences ultimes. Il a toujours souligné que la non-violence ne signifie pas passivité ni dissimulation. Il a défendu le droit des pauvres à s'organiser dans la lutte pour leurs revendications, et il a promu avec fermeté le grand charisme de l'option pour les pauvres, mis de l'avant à Medellin et ratifié à Puebla. Jean-Paul II, au cours de sa visite au Brésil en 1980, avait donné son appui à Dom Helder et à son travail pastoral si souvent décrié, par une accolade affectueuse et par cette salutation: *Frère des pauvres et mon frère*".

(Extrait traduit de *Páginas*, Février 1984)





Propositions d'action

1) Journée de jeûne, le 20 mai:

Les réfugiés salvadoriens ont lancé un appel à la communauté internationale pour une journée mondiale de jeûne et de réflexion, en solidarité avec leur lutte contre la relocalisation. (cf. Lettre de Barbara, p. 21).

Vous pouvez contribuer à cette chaîne internationale de solidarité en organisant dans votre entourage une journée de jeûne. Une documentation complète est disponible pour vous aider à cette organisation, incluant une cassette de chants enregistrés par les réfugiés eux-mêmes. Ce matériel est disponible (\$5.00) à :

COTRAC (Comité de travail sur les
réfugiés en Amérique Centrale)
a/s: YMCA-Montréal
Programmes internationaux
1450, rue Stanley
Montréal, Qué. H3A 2W6.

Le prix du repas ainsi économisé pourrait être versé au COTRAC, qui se charge d'organiser des visites périodiques dans les camps au Honduras, ce qui est une des demandes spécifiques des réfugiés.

A Montréal, il y aura deux organisations parallèles: une en anglais: 761-7251 ou 288-5960; l'autre en français: 849-8393, # 765 ou 387-2541, # 38.

- 2) Un film à voir: "Les yeux des oiseaux", sur la torture en Uruguay.
À Montréal, à L'autre Cinéma, 6430 Papineau, du 6 au 26 avril.
- 3) Conférence: "Pouvoirs et torture", organisée par Amnistie Internationale, à l'Université McGill, les 4 et 5 mai. Inscription: \$10.00, à A.I., 1800 boul. Dorchester Ouest, # 127, Montréal H3H 2H2. Tél. (514)931-5897.
- 4) Consultation annuelle du Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés, les 25, 26 et 27 mai, au Centre marial montfortain. Inscription: \$40.00, à CPOCSR, a/s Kathleen Ptolemy, 600 Jarvis Street, Toronto, Ont. N4Y 2J6.

(suite à la page suivante)



NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION: Lors de l'assemblée générale annuelle du 19 janvier dernier, les personnes suivantes ont été élues ou ré-élues: Pierre Beaulé, président; Jean Villemaire, vice-président; Denise Chanard, secrétaire-trésorière; François Lussier et Gilio Brunelli, conseillers. Félicitations et ... bon courage!

INSTRUMENTS D' ANIMATION POPULAIRE: Grâce à une subvention du gouvernement fédéral, dans le cadre du programme "Canada au travail", nous avons pu engager trois personnes à plein temps pour cinq mois qui travailleront à la traduction et à l'adaptation d'instruments d'animation qui sont déjà utilisés actuellement par différents groupes de base en Amérique Latine. On essaiera aussi de créer quelques instruments nouveaux à partir de notre propre réalité québécoise. Diaporama, bandes dessinées et guide d'animation seront élaborés d'ici juillet et seront mis à votre disposition gratuitement.

CELEBRATION DU 24 MARS: Pour le 4ème anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero, plusieurs groupes chrétiens ont organisé une célébration oecuménique au sous-sol de l'église du T.-S.-Nom-de-Jésus. Les participants sont ensuite descendus dans la rue dans une marche de solidarité, sous le thème "Aller jusqu'au bout", à la mémoire et à l'exemple de tous ces témoins des quatre coins du globe qui sont allés jusqu'au don de leur vie au service de leurs frères et soeurs. La manifestation a rejoint, en fin de parcours, un autre groupe fort nombreux de militant-e-s qui dénonçaient la farce électorale prévue pour le lendemain au El Salvador.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'AMERIQUE LATINE: Plus de 200 délégué-e-s d'Amérique Latine, des États-Unis, du Canada et d'Europe se sont réunis les 16-17-18 mars dernier à Montréal. C'était la première fois que l'ALDHU (Association latino-américaine des droits humains) tenait sa réunion en dehors de l'A.L. Le texte de la déclaration finale peut être obtenu à La Ligue des Droits et Libertés, 1825 de Champlain, Montréal, H2L 2S9.

(suite de la page précédente)

- 5) Manifestation à Québec: "Pour un Québec démilitarisé", le 26 mai; Transport par autobus de Montréal: \$12.00, aller-retour: 282-3694 ou 849-1956; Chicoutimi: (418) 545-5818; Hull: (819) 770-3291 ou 771-6897; Québec: (418) 647-5853.

S O M M A I R E

DOSSIER VENEZUELA

Un pays fortement urbanisé	2
D'hier à aujourd'hui	3
L'économie	6
Les autochtones et l'Ev.	8
La façade internationale	10
Une démocratie témoin	11
Un défi pour l'Eglise	13

FOI ET ENGAGEMENT

Le dieu du riche et le Dieu du pauvre	18
---------------------------------------	----

EN AMERIQUE LATINE

Lettre du Honduras	20
Guatemala - Honduras	22
Chili - Brésil - Argent.	23
Equateur - Grenade	24
Contre la disparition	25
Dom Helder Cámara	25

PROPOSITIONS D'ACTION 26

NOUVELLES DU COMITE 27

C A M I N A N D O

Bulletin de réflexion et d'engagement chrétien. Paraît 5 fois l'an. Abonnement: \$7,50, renouvelable en janvier.

Le chiffre sur l'étiquette-adresse indique l'échéance.

Publié par le *Comité Chrétien pour les droits humains en Amérique latine, 25 ouest, Jarry, Montréal, Qué., Canada H2P 1S6*

FORMULAIRE D'ABONNEMENT & BON DE COMMANDE

COMITE CHRETIEN

POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE
25 ouest, rue Jarry, # 112A
Montréal, Qué. H2P 1S6

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Abonnement au CAMINANDO
(\$7.50 par année)

Biographie de Mgr Romero
(\$3.50 + 50¢ poste)

Contribution au travail
du Comité

Ci-inclus: chèque
 mandat

Reçu pour fin d'impôts: oui
 non
(pour les dons seul.)